

La Suisse n'a pas besoin du salaire minimum

Berne, le 28 avril 2014

Communiqué

La Suisse n'a pas besoin du salaire minimum

Les chiffres de l'OFS contredisent l'utopie des syndicats

Le 18 mai prochain le peuple suisse se prononcera sur l'initiative, lancée par les partis de gauche et les syndicats, visant à instaurer un salaire minimum de 4000 francs pour tous. Avec 22 francs de l'heure, la Suisse offrirait le salaire minimum le plus élevé au monde. Les données publiées aujourd'hui par l'Office Fédéral de la Statistique démontrent que ce projet n'est pas en phase avec la réalité.

Premier constat à tirer des chiffres de l'OFS, le niveau général des salaires est en croissance constante. L'OFS le relève à chaque trimestre (environ +0,73% pour les 3 premiers trimestres 2013). Deuxième constat, le pourcentage des salariés qui sont rémunérés en dessous de 4000 francs diminue sans cesse. Troisièmement, le salaire brut médian est de 6'120 francs environ.

Une trop forte intervention de l'Etat dans la politique salariale est néfaste

Ces succès sont permis par une gestion flexible des salaires en Suisse. Comme pour nos voisins français, une trop forte intervention de l'Etat dans la politique salariale aura une double conséquence: les employés rémunérés au-dessous du salaire plancher risqueront d'être licenciés au profit d'autres moyens de production. Par ailleurs, restreindre la flexibilité de l'offre et de la demande sur le marché de l'emploi risque aussi d'être une invitation pour les entreprises à rémunérer à l'embauche tous les diplômés au salaire minimum, indépendamment du niveau de rémunération correspondant réellement à leur niveau de diplôme.

Le salaire fixé par l'initiative est hors sujet

Ces deux éventualités prouvent qu'un salaire minimum à 4'000 francs est totalement hors sujet. En plus de mettre en péril les emplois les moins rémunérés, de remettre en question les partenariats sociaux et de menacer le système de formation professionnelle, les chiffres semblent indiquer qu'instaurer un salaire minimum ne ferait qu'alourdir les contraintes auxquelles sont soumises les entreprises.

Le PLR. Les Libéraux-Radicaux s'oppose à une mesure inutile, néfaste au libéralisme et menaçante pour notre prospérité – **par amour de la Suisse.**

La Suisse n'a pas besoin du salaire minimum

Contacts:

- › Philipp Müller, président, 079 330 20 79
- › Andrea Carone, conseiller national, 079 688 96 50
- › Pia Guggenbühl, cheffe de la communication, 079 566 60 10
- › Aurélie Haenni, porte-parole romande, 079 315 78 48